



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES
(CPS)

Appel d'offres ouvert international sur offres de prix
n°04/CCISTTA/2025
du 03 Novembre 2025 à 10h:30
(Séance publique)

Relatif à :

**« Formation pour l'insertion dans le marché du travail
et le développement des compétences dans la région
de Tanger-Tétouan-Al Hoceima »**

En lot unique

Appel d'offres ouvert en séance publique sur offres de prix passé en application du paragraphe 1(alinéa 1)
et paragraphe 3(b) de l'article 19 et du paragraphe 1et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 et l'article
21 du décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 Mars 2023), relatif aux marchés publics.



Table des matières

CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES	3
ARTICLE 1 : OBJET.....	3
ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE.....	3
ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	3
ARTICLE 4 : VALIDITE DU MARCHE.....	3
ARTICLE 5 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE.....	3
ARTICLE 6 : NATURE ET CARACTERE DES PRIX.....	3
ARTICLE 7 : CAUTIONNEMENTS- RETENUE DE GARANTIE.....	4
ARTICLE 8 : DELAI D'EXECUTION.....	4
ARTICLE 9 : PENALITES.....	5
ARTICLE 10 : CONDITIONS DE RECEPTION	5
ARTICLE 11 : DELAI DE GARANTIE.....	5
ARTICLE 12 : MODALITES DE REGLEMENT.....	5
ARTICLE 13 : ELECTION DE DOMICILE	6
ARTICLE 14 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES	6
ARTICLE 15 : NANTISSEMENT	6
ARTICLE 16 : SOUS-TRAITANCE.....	6
ARTICLE 17 : MODALITES DE SUIVI D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	7
ARTICLE 18 : REMPLACEMENT DU PERSONNEL.....	7
ARTICLE 19 : SECRET PROFESSIONNEL, SECURITE, CONFIDENTIALITE DES DONNEES ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	8
ARTICLE 20 : RESILIATION DU MARCHE ET SES CONSEQUENCES	8
ARTICLE 21 : LITIGES	8
ARTICLE 22 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION.....	8
ARTICLE 23 : CAS DE FORCE MAJEURE.....	8
ARTICLE 24 : AVANCE	9
ARTICLE 25 : FRAIS D'ENREGISTREMENT	9
ARTICLE 26 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX	9
CHAPITRE 2 : SPECIFICATIONS DES EXIGENCES DES PRESTATIONS.....	11
ARTICLE 27 : CONTEXTE GENERAL ET OBJECTIFS DE LA PRESTATION	11
ARTICLE 28: CONSISTANCE DES PRESTATIONS ET LIVRABLES.....	12
ARTICLE 29 : DELAI DE VALIDATION DES LIVRABLES	13
ARTICLE 30 : SPECIFICATIONS TECHNIQUE DE LA PRESTATION	13
Mission 1 : Formation et Accompagnement des jeunes vers une insertion en emploi salarié ...	13
Mission 2 : Formation et Accompagnement des porteurs de projets à la création d'entreprise .	15



CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent appel d'offres ouvert international sur offres de prix a pour objet : « **Formation pour l'insertion dans le marché du travail et le développement des compétences dans la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima** en lot unique.

ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du marché, qui sera passé suite au présent appel d'offres, est la Chambre de Commerce, d'Industrie et de Services Région Tanger Tétouan AL Hoceima (CCIS TTA). Il sera désigné ci-après par "Maître d'Ouvrage".

ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont celles énumérées ci-après :

1. L'acte d'engagement,
2. Le cahier des prescriptions spéciales (CPS),
3. L'offre technique,
4. Le bordereau des prix –détails estimatifs,
5. Le cahier des clauses administratives générales CCAG-EMO.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché qui découlera du présent appel d'offres, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci- dessus.

ARTICLE 4 : VALIDITE DU MARCHÉ

Le marché issu du présent appel d'offres ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente et son visa par le Contrôleur d'Etat lorsque son visa est requis.

ARTICLE 5 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ

En application de l'article 143 du décret n°2-22-431 précité, l'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante (60) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Lorsque le délai de validité des offres est prorogé conformément aux dispositions de l'article 36 du décret précité, le délai de notification de l'approbation visé au premier alinéa ci-dessus est prorogé d'une période supplémentaire qui ne peut dépasser la période de prorogation de validité des offres fixée par le maître d'ouvrage et acceptée par les concurrents.

Sans préjudice des dispositions de l'article 36 du décret n°2-22-431 précité, le maître d'ouvrage peut, le cas échéant, demander à l'attributaire, de proroger la validité de son offre d'une durée supplémentaire ne dépassant pas trente jours. A cet effet, il lui fixe une date limite pour faire connaître sa réponse. Cette demande doit être adressée à l'attributaire, avant l'expiration du délai de validité, par voie recommandée avec accusé de réception.

L'attributaire, dûment saisi, doit faire connaître sa réponse, par tout moyen pouvant donner date certaine, avant l'expiration de la date limite qui lui est impartie par le maître d'ouvrage.

Si l'attributaire accepte le nouveau délai proposé, il reste engagé vis-à-vis du maître d'ouvrage pendant ce nouveau délai.

Si l'attributaire ne donne pas son accord à la demande de prorogation du délai de validité de son offre ou s'il ne répond pas dans le délai qui lui est imparti par le maître d'ouvrage, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire au plus tard quarante-huit heures à compter de la date de réception de la réponse de l'attributaire ou à l'expiration du délai qui lui est imparti. Dans ce cas, il est procédé à l'annulation de la procédure.

Dans tous les cas, l'approbation du marché ne doit être apposée par l'autorité compétente qu'après l'expiration d'un délai d'attente d'une durée de quinze (15) jours à compter du jour suivant la date d'achèvement des travaux de la commission d'ouverture des plis.

ARTICLE 6 : NATURE ET CARACTERE DES PRIX

a. Nature des Prix :

Le marché qui découlera du présent appel d'offres est à prix unitaires.

Le marché à prix unitaires est celui dans lequel les prestations sont décomposées, sur la base d'un détail estimatif établi par le maître d'ouvrage, en différents postes avec indication pour chacun d'eux du prix unitaire



proposé. Les sommes dues au titre du marché sont calculées par application des prix unitaires aux quantités réellement exécutées conformément au marché

b. Caractère des prix :

Les prix établis par le prestataire sont réputés comprendre le bénéfice ainsi que tous droits, impôts, taxes, frais généraux, et d'une façon générale toutes les dépenses induites par la prestation objet du marché jusqu'à l'exécution de celle-ci.

Le marché qui découlera du présent appel d'offres est passé à prix ferme et non révisable. Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix du règlement.

ARTICLE 7 : CAUTIONNEMENTS- RETENUE DE GARANTIE

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de **vingt mille dirhams (20.000,00) dirhams**.

Le cautionnement provisoire reste acquis à l'Etablissement notamment dans les cas suivants :

- si l'offre du concurrent est écartée pour les motifs prévus aux a), b), c), d) ou e) du B) du paragraphe 9 du II) de l'article 43 du décret n°2-22-431 précité ;
- si le concurrent retire son offre pendant le délai de validité des offres prévu à l'article 36 du décret n°2-22-431 précité;
- si l'attributaire refuse de signer le marché ;
- si le titulaire refuse d'accuser réception de l'approbation du marché qui lui est notifiée dans le délai fixé à l'article 143 du décret n° 2-22-431 précité;
- si le titulaire ne réalise pas le cautionnement définitif dans le délai prévu ci-après.

Le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché après que le titulaire ait réalisé le cautionnement définitif, sauf application des dispositions prévues ci-dessus.

Le cautionnement définitif est fixé à 3% (trois pour cent) du montant initial du marché. Il doit être constitué dans les trente (30) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché.

Le cautionnement définitif reste affecté à la garantie des engagements contractuels du titulaire du marché jusqu'à la réception définitive des prestations. La mainlevée sur le cautionnement définitif sera prononcée par la CCISTTA conformément à la réglementation en vigueur.

Conformément aux dispositions de l'article 150 du décret des marchés publics, en cas de groupement, le cautionnement provisoire et le cautionnement définitif peuvent être souscrits sous l'une des formes suivantes :

- a) Au nom collectif du groupement ;
- b) Par un ou plusieurs membres du groupement pour la totalité du cautionnement ;
- c) En partie par chaque membre du groupement de telle sorte que le montant du cautionnement soit souscrit en totalité.

Dans les cas prévus aux b) et c) ci-dessus, le récépissé du cautionnement provisoire et définitif ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu doivent préciser qu'ils sont délivrés dans le cadre d'un groupement et, en cas de défaillance, le montant dudit cautionnement reste acquis au maître d'ouvrage abstraction faite du membre défaillant.

La retenue de garantie : Il n'est pas prévu de retenue de garantie au titre du marché qui découlera du présent appel d'offres

ARTICLE 8 : DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution du marché est fixé à douze (12) mois, courant à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencement des prestations.

Les deux missions prévues dans le cadre du marché seront menées en parallèle, selon les délais suivants :

Mission	Durée d'exécution
Mission N° 1 : Formation et Accompagnement des jeunes vers une insertion en emploi salarié	(12) mois.

Mission N° 2 : Formation et Accompagnement des jeunes porteurs de projets dans la création et le lancement de leur propre entreprise.

(12) mois.

Tous les livrables prédéfinis du marché doivent être fournis dans ce délai de douze (12) mois.

ARTICLE 9 : PENALITES

A défaut d'avoir terminé les prestations dans les délais prescrits, il sera appliqué au titulaire du marché une pénalité par jour calendaire de retard de **1 % (un pour mille) du montant du marché** modifié ou complété éventuellement par les avenants intervenus.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au prestataire.

Le montant total de ces pénalités est plafonné à **dix pour cent (10 %) du montant du marché** éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, la CCISTTA est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG-EMO.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le titulaire de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du marché.

ARTICLE 10 : CONDITIONS DE RECEPTION

a- Réception partielle :

Pour chaque mission de la prestation, un procès-verbal de réception partielle sera établi par la CCISTTA. La dernière réception partielle tient lieu de réception provisoire.

b- Réception provisoire :

La réception provisoire sera constatée après la mise en production sans incident majeur, elle sera réalisée par le comité de suivi désigner par le maître d'ouvrage sur la base d'un examen de conformité des prestations réalisées avec le marché issu du présent appel d'offres.

La réception provisoire sera constatée par un procès-verbal signé par la CCIS TTA et le titulaire du marché, et le comité de suivi après la dernière réception provisoire partielle. Le procès-verbal décrira les réalisations achevées et les livrables fournis.

c- Réception définitive

La dernière réception partielle tient lieu de réception provisoire du marché. La réception provisoire du marché vaut réception définitive du marché.

ARTICLE 11 : DELAI DE GARANTIE

Il n'est pas prévu de délai de garantie au titre du marché qui découlera du présent appel d'offres.

ARTICLE 12 : MODALITES DE REGLEMENT

L'ensemble des prestations prévues dans le cadre du marché découlant du présent appel d'offres seront payés au terme de chaque mission à la suite de l'établissement d'un procès-verbal de réception provisoire partielle et l'établissement de factures en six (6) exemplaires, arrêtées en toutes lettres et signées par le prestataire, respectant la réglementation en vigueur.

le règlement sera effectué sur la base de décompte en application des prix du bordereau des prix – détail estimatif aux quantités réellement livrées après la remise des livrables, et leur validation par le comité de suivi du projet.

Le tableau suivant précise les unités des règlements de chaque mission :

Mission	Unité de Règlement
Mission N° 1 : Formation et Accompagnement des jeunes vers une insertion en emploi salarié	Personne
Mission N° 2 : Formation et Accompagnement des jeunes porteurs de projets dans la création et le lancement de leur propre entreprise	Entreprise

ARTICLE 13 : ELECTION DE DOMICILE

A défaut par le prestataire de satisfaire aux obligations qui lui sont imposées par l'article 17 du CCAG-EMO, toutes les notifications qui se rapportent au marché auquel donnera lieu le présent cahier des prescriptions spéciales seront valablement faites à son domicile, figurant dans son acte d'engagement.

En cas de changement de domicile, le prestataire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par accusé de réception dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE 14 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Le prestataire doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement de l'exécution des prestations du marché qui découlera du présent appel d'offres, les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et précisant leurs dates de validité, et ce, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO, tel qu'il a été modifié et complété.

ARTICLE 15 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, sont appliquées les dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

- La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins de M. le Président de la CCISTTA ou par la personne ayant reçu délégation à cet effet ;
- Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité ;
- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13 ;
- Les paiements prévus au marché seront effectués par le Trésorier Payeur de la CCISTTA, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché ;
- Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en un exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

ARTICLE 16 : SOUS-TRAITANCE

Le prestataire choisit librement ses sous-traitants sous réserve qu'il notifie à la CCIS TTA la nature des prestations qu'il envisage de sous-traiter, ainsi que l'identité, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse des sous-traitants et une copie certifiée conforme du contrat de la sous-traitance.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises du prestataire, prévues à l'article 151 du décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 Mars 2023), relatif aux marchés publics.

Le maître d'ouvrage exerce un droit de récusation par lettre motivée, dans un délai de quinze jours (15 jours) à compter de la date de l'accusé de réception.

Conformément aux dispositions de l'article 151 du décret précité, la sous-traitance ne peut ni dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché toutes taxes comprises.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents telles que prévues à l'article 27 du décret précité.

Lorsque le titulaire envisage de recourir à la sous traitance, il est tenu de faire appel à des prestataires installés au Maroc notamment les très petites, petites et moyennes entreprises y compris les jeunes entreprises innovantes, les coopératives, les unions de coopératives et les autos-entrepreneurs.

Sous réserve des dispositions du troisième alinéa du présent article, le titulaire choisit librement ses sous-traitants. Toutefois, il est tenu de notifier au maître d'ouvrage une copie certifiée conforme à l'original du contrat de sous-traitance qui précise notamment, la nature des prestations sous-traitées, l'identité, la raison sociale ou la dénomination et l'adresse du ou des sous-traitants auxquels il a confié l'exécution d'une partie des prestations du marché.

Lorsque le maître d'ouvrage réalise que les sous-traitants ne remplissent pas les conditions prévues à l'article 27 du décret n°2-22-431 précité, il peut, dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du contrat de

sous-traitance, exercer un droit de récusation, par lettre motivée transmise par voie recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire du marché est tenu de présenter au maître d'ouvrage les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous-traitant au fur et à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées.

Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché à l'égard du maître d'ouvrage des salariés et des tiers.

Le titulaire est tenu de délivrer au sous-traitant, à sa demande, une attestation de bonne exécution de prestations sous-traitées.

ARTICLE 17 : MODALITES DE SUIVI D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Un Comité de Suivi sera mis en place. Il sera composé des représentants de la Chambre de Commerce, d'Industrie et de Services de la Région Tanger-Tétouan-Al Hoceima (CCISTTA), désignés par le maître d'ouvrage, ainsi que des représentants de la Région Tanger Tétouan AL Hoceima et la délégation de l'Industrie et du Commerce et ce conformément à la convention relative au présent projet.

Ce comité aura pour missions de :

- Accompagner et superviser l'exécution de la mission dans son ensemble ;
- Valider les différents livrables et missions proposés par le prestataire ;
- Formuler des recommandations d'orientation et proposer, le cas échéant, des ajustements à l'approche de travail adoptée ;
- Apporter le soutien nécessaire au démarrage et au bon déroulement de la mission ;
- Veiller à l'organisation des rencontres et des entretiens avec les différents partenaires et institutions concernés ;
- Suivre l'état d'avancement dans l'exécution des missions de la prestation objet du marché ;
- organiser les réunions d'étapes, et faire le lien entre les différents acteurs impliqués.

Obligations du prestataire :

Le prestataire est tenu de :

- Participer aux réunions de démarrage, de suivi et de restitution des livrables avec le Comité de Pilotage et de Suivi ;
- Concevoir et réaliser les missions de la prestation objet du marché conformément aux normes professionnelles en vigueur ;
- Respecter les plannings validés avec le comité et produire des rapports périodiques d'avancement ;
- Présenter les différentes étapes de la mission à travers des séances de restitution et de validation ;
- Élaborer les comptes rendus de toutes les réunions ;
- Remettre les documents provisoires et finaux au maître d'ouvrage, sis Rue Ibn Taimia et El Hariri, Quartier Administratif, Tanger.

Le chef de projet du prestataire devra être présent à toutes les réunions du comité et informer la CCISTTA de tout événement ou difficulté susceptible d'affecter la nature ou les délais d'exécution, afin de permettre une réaction adéquate.

ARTICLE 18 : REMPLACEMENT DU PERSONNEL

Le prestataire est tenu d'affecter à l'exécution des prestations, objets du marché, le personnel qu'il a proposé dans son offre technique sur la base de laquelle la prestation lui a été attribué ;

Si pour des raisons indépendantes de la volonté du concurrent, il s'avère nécessaire de remplacer un des membres du personnel, le prestataire présentera à l'agrément de la CCIS TTA, une personne de qualification égale ou supérieure à celle dont le remplacement est demandé.

Si la CCIS TTA découvre qu'un des membres du personnel du prestataire s'est rendu coupable d'un manquement sérieux et/ou est poursuivi pour délit ou crime ou s'il a des raisons suffisantes de ne pas être satisfait de la

performance d'un des membres du personnel, le prestataire devra, sur demande motivée de la CCIS TTA fournir immédiatement un remplaçant dont les qualifications et l'expérience doivent être, au moins, égales à celles de la personne à remplacer ;

Le prestataire ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de ces changements;

Le prestataire est tenu de soumettre à l'agrément de la CCIS TTA tout changement dans le planning d'intervention de son personnel affecté à l'exécution des prestations objet du marché.

ARTICLE 19 : SECRET PROFESSIONNEL, SECURITE, CONFIDENTIALITE DES DONNEES ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Dans le cadre du marché issu du présent appel d'offres, le prestataire est amené à accéder à des informations sensibles, techniques et organisationnelles, relatives au fonctionnement interne de la CCIS TTA, à ses partenaires, à ses adhérents ainsi qu'à ses systèmes numériques.

À ce titre, le prestataire et l'ensemble de ses collaborateurs ou sous-traitants sont tenus :

1. Obligation générale de confidentialité

- Au **secret professionnel**, pendant toute la durée du marché et après son achèvement ;
- À **ne divulguer aucune information** recueillie ou transmise dans le cadre de l'exécution du marché, sans autorisation écrite préalable du maître d'ouvrage ;
- À **ne pas faire usage**, même partiel, des données ou documents pour des finalités étrangères à l'objet du marché, y compris à des fins personnelles ou commerciales.

2. Légalité et conformité

- Le prestataire s'engage à respecter les lois marocaines en vigueur, en particulier :
 - **Loi n° 09-08** sur la protection des données à caractère personnel ;
 - Les dispositions relatives à la propriété intellectuelle, à la fraude informatique et à la souveraineté des données.

3. Responsabilité

Il reconnaît qu'en cas de manquement, sa **responsabilité civile et pénale** pourra être engagée, sans préjudice du droit de la CCIS TTA à **résilier immédiatement** le marché sans indemnité.

ARTICLE 20 : RESILIATION DU MARCHE ET SES CONSEQUENCES

Le marché est résilié dans les cas prévus par le CCAG-EMO et par le décret n° 2-22-431 précité.

La résiliation du marché ne fera obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au prestataire en raison de ses fautes ou infractions.

ARTICLE 21 : LITIGES

Tout litige entre la CCISTTA et le prestataire, qui ne peut être réglé à l'amiable, est soumis aux tribunaux compétents relevant de Tanger.

ARTICLE 22 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le prestataire ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché qui résultera du présent appel d'offres.

Le prestataire ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du marché qui résultera du présent appel d'offres et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du marché qui résultera du présent appel d'offres.

ARTICLE 23 : CAS DE FORCE MAJEURE



Conformément à l'article 32 du CCAG EMO, lorsque le titulaire du marché justifie être dans l'impossibilité d'exécuter le marché par la survenance d'un événement de force majeure telle que définie par les articles 268 et 269 du dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) formant code des obligations et contrats, il peut en demander la résiliation.

ARTICLE 24 : AVANCE

Le Maître d'Ouvrage versera au titulaire du marché une avance dont le montant et les conditions sont définis par le décret n° 2.14.272 du 14 Rajeb 1435 (14 mai 2014) relatif aux avances dans les marchés publics.

Le titulaire du marché est tenu de constituer, préalablement à l'octroi de l'avance, une caution personnelle et solidaire s'engageant avec lui à rembourser la totalité du montant de l'avance.

Conformément à l'article 5 du décret n°2-14-272 relatif aux avances en matière de marchés publics, le montant de l'avance est fixé à 10% du montant du marché toutes taxes comprises (TTC).

Le remboursement de l'avance commence dès que le montant des sommes payées atteint 30% du montant initial du marché.

Le remboursement du montant total de l'avance doit être effectué lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire du marché atteint 80% du montant initial du marché.

En cas de résiliation du marché quelque soit la cause, la liquidation du remboursement de l'avance est immédiatement effectuée sur les sommes dues à l'entreprise ou à défaut sur la caution personnelle et solidaire.

En cas de sous-traitance survenue après versement de l'avance, la part de l'avance correspondante au montant des prestations sous traitées, doit être prélevée immédiatement en totalité sur les sommes dues au titulaire.

En cas de nantissement du marché, les attestations des droits constatés doivent tenir compte du montant de l'avance versée au titulaire du marché.

ARTICLE 25 : FRAIS D'ENREGISTREMENT

L'attributaire du marché supporte les frais de timbres et éventuellement les frais d'enregistrement des différentes pièces du marché issu du présent appel d'offres conformément aux stipulations de l'article 6 du CCAG-EMO, et tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 26 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX

Le prestataire est soumis aux dispositions des textes généraux énumérés ci-après :

- Le Décret n°2.22.431 du 15 chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO) approuvé par le décret n° 2.01.2332 du 22 rabii 1er 1423 (4 juin 2002) ;
- Le Décret n° 2-14-272 du 14 rajeb 1435 (14 mai 2014) relatif aux avances en matière des marchés publics ;
- Le Décret Royal n° 330-66 du 21 avril 1967 portant règlement général de la comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété par le dahir n°1-76-629 du 25 chaoual 1397 (9octobre 1977) et complété par le décret n°2-79-512 du 26 jourmada II 1400 (12 mai 1980) ;
- Le Dahir n° 1-15-05 du 29 rabii 11 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112- 13 relative au nantissement des marchés publics ;
- Le Décret 2-07-1235 du 5 kaâda 1429 (4 novembre 2008) relatif au contrôle des dépenses de l'État ;
- Le Décret n° 2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 Juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques tel qu'il a été complété ou modifié ;
- Le Dahir n° 1.86.347 Rabii II 1406 (20 décembre 1985) portant promulgation de la loi 30.85 relative à la taxe sur la valeur ajoutée ;
- Le Dahir n°1-03-195 du ramadan 1424 portant promulgation de la loi n°69-00 relative au contrôle financier de l'état sur les entreprises publiques et autres organismes ;
- Le Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics ;



- L'Arrêté du Ministre Délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du Budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics ;
- La Circulaire n°72/CAB du 26 novembre 1992 d'application du Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics.
- Loi n° 09-08 sur la protection des données à caractère personnel.

Tous les textes réglementaires rendus applicables à la date de la signature du marché.

Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi, les salaires de la main d'œuvre.

Cette liste n'est pas exhaustive et le prestataire de services devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas. Il ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues. Il est réputé connaître l'ensemble des textes énumérés.



CHAPITRE 2 : SPECIFICATIONS DES EXIGENCES DES PRESTATIONS**ARTICLE 27 : CONTEXTE GENERAL ET OBJECTIFS DE LA PRESTATION****1. Contexte général**

La région Tanger-Tétouan-Al Hoceima (TTA) se caractérise par un dynamisme économique et une position stratégique au nord du Maroc. Elle bénéficie d'un développement significatif dans les secteurs industriels, touristiques, numériques et des énergies renouvelables.

Cependant, malgré ces opportunités, la région fait face à des défis persistants en matière d'emploi, en particulier pour les jeunes, ce qui crée un besoin important en insertion professionnelle, formation et développement des compétences.

2. Mise en place du projet

Dans ce contexte, et conformément à la convention de partenariat entre la Chambre de Commerce, d'Industrie et de Services de la région Tanger-Tétouan-Al Hoceima (CCISTTA) et le Conseil Régional de Tanger-Tétouan-Al Hoceima, et la délégation du commerce et de l'industrie, sous l'égide de la Wilaya de la région, le projet intitulé : **« Formation pour l'insertion dans le marché du travail et le développement des compétences dans la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima »**.

Ce partenariat vise à proposer des solutions concrètes et adaptées aux besoins spécifiques du territoire afin d'améliorer l'employabilité des jeunes et porteurs de projets et de leur faciliter l'insertion dans le monde du travail. À travers la formation et accompagnement personnalisé vers l'emploi salarié ou la création d'entreprise et un suivi post-insertion pour garantir la pérennité des parcours.

3. Objectif général :

Renforcer l'employabilité des jeunes et porteurs de projets dans la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima, à travers la formation et accompagnement global en vue de leur insertion professionnelle durable.

Deux missions principales sont visées :

- 1. Mission N° 1 : Formation et Accompagnement des jeunes vers une insertion en emploi salarié;**
- 2. Mission N° 2 : Formation et Accompagnement des jeunes porteurs de projets dans la création et le lancement de leur propre entreprise.**

4. Objectifs spécifiques :

- Réaliser une cartographie des compétences recherchées sur le marché du travail régional;
- Élaborer une liste des secteurs prioritaires en matière d'emploi et d'entrepreneuriat ;
- Identifier et sélectionner 500 jeunes bénéficiaires potentiels ;
- Évaluer leurs compétences, aspirations et les obstacles à leur insertion professionnelle ;
- Définir des parcours d'accompagnement personnalisés adaptés à chaque profil ;
- Organiser des sessions de formation ciblées, en adéquation avec les besoins identifiés ;
- Faciliter leur insertion professionnelle ou les accompagner dans le processus de création d'entreprise ;
- Assurer un suivi post-insertion d'une durée minimale de six mois, afin de garantir la pérennité des résultats.

5. Résultats attendus :

- À l'issue du projet, 500 jeunes auront été identifiés, formés, accompagnés et insérés dans le monde professionnel (soit par l'emploi salarié, soit par la création d'entreprise);
- Intégration de l'approche genre à toutes les étapes du projet, en veillant à une participation équitable des femmes et des hommes.



6- Objet de la mission

Le présent cahier de prescriptions spéciales a pour objet de définir les conditions techniques et méthodologiques relatives à la mission confiée à un prestataire, en vue de Formation et Accompagnement des jeunes vers l'emploi salarié et porteurs de projets de la région Tanger-Tétouan-Al Hoceima, dans leur insertion professionnelle, que ce soit par l'accès à un emploi salarié ou par la création de leur propre entreprise.

ARTICLE 28: CONSISTANCE DES PRESTATIONS ET LIVRABLES

Dans ce cadre, le prestataire s'engagera à réaliser les missions désigné, ci-après, conformément aux prescriptions techniques.

La démarche de réalisation s'articule autour de deux (02) missions suivantes :

- **Mission N° 1 :** Formation et accompagnement des jeunes vers une insertion en emploi salarié
- **Mission N° 2 :** Formation et accompagnement des jeunes porteurs de projets dans la création et le lancement de leur propre entreprise.

Tableau récapitulatif des livrables selon :

Mission N°	Durée	Livrables
Mission 1 : Formation et Accompagnement des jeunes vers une insertion en emploi salarié	12 mois	<p>Phase 1 : Diagnostic, planification et formation</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapport d'analyse sectorielle complet ; • Liste des secteurs prioritaires ; • Procédure de sélection des candidats • Cartographie des compétences recherchées par secteur ; • Rapport d'analyse des écarts entre l'offre de formation existante et les besoins du marché ; • Modules de formation élaborés par secteur ; • Supports pédagogiques diversifiés (manuels, fiches pratiques, capsules vidéo, etc.) ; • Élaboration des outils de travail • Liste des candidats sélectionnés par province • Programme de formation détaillé (objectifs pédagogiques, durée, calendrier) ; • Identification des formateurs nécessaires pour chaque secteur prioritaire. • Sélection des centres de formation équipés • Liste des formateurs mobilisés ; • Rapport d'évaluation des sessions de formation <p>Phase 2 : Accompagnement à l'insertion et suivi post-emploi</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fiches de parcours individuel ; • CV et lettres de motivation personnalisés ; • Liste des entreprises partenaires, avec détails des placements réalisés ; • Copie des contrats de travail ou preuves d'affiliation à la CNSS ; • Rapports de suivi post-insertion.
Mission 2 : Formation et accompagnement des jeunes porteurs de projets dans la création et le lancement de		<p>Phase 1 : Définition de l'approche méthodologique, identification des bénéficiaires et ingénierie de formation</p> <ul style="list-style-type: none"> • Note méthodologique de mise en œuvre de la mission ; • Grille de sélection des bénéficiaires ; • Modules de formation structurés par niveau d'avancement entrepreneurial; • Planning de formation ; • Liste des formateurs mobilisés ; • Supports pédagogiques adaptés. <p>Phase 2 : Étapes d'accompagnement opérationnel</p>

leur propre entreprise	<ul style="list-style-type: none"> Fiches de suivi de chaque projet individuel ; Business plans finalisés et validés ; Statuts juridiques et documents officiels d'immatriculation ; Justificatifs d'activité (attestations fiscales, affiliation CNSS, Registre de commerce.... etc.) ; Rapports de coaching et de suivi post-création.
-------------------------------	---

Les livrables de chaque mission seront soumis à la validation de comité de Suivi.

ARTICLE 29 : DELAI DE VALIDATION DES LIVRABLES

LA CCISTTA disposera d'un délai de **vingt (20) jours** pour valider les livrables.

Chaque délai est décompté à partir de la date de la remise, par le prestataire, des dits livrables.

A l'issue de chaque mission, le Comité de Suivi devra, soit :

- Accepter les livrables sans réserve ;
- Inviter le prestataire à procéder à des corrections ou améliorations pour rendre les livrables conformes aux exigences du marché ;
- Prononcer, le cas échéant, un refus motivé des rapports pour insuffisance grave dûment justifiée. En cas de refus, le prestataire est tenu de soumettre au maître d'ouvrage de nouveaux rapports.

Les résultats des travaux du marché feront l'objet des livrables partiels mentionnés présentés au Maître d'Ouvrage et donneront lieu à des réceptions partielles de la mission effectuée.

Quand le Maître d'Ouvrage recevra les rapports en version provisoire, il disposera d'un délai de 20 jours ouvrables à partir de la date de remise des rapports pour notifier au prestataire ses remarques et observations. Le prestataire disposera d'un délai de 10 jours ouvrables à partir de la date de réception des observations et remarques du Maître d'Ouvrage pour remettre les documents corrigés.

Le délai de validation par le maître d'ouvrage pour chaque phase après la remise des documents corrigés est de 20 jours ouvrable.

 tant précisé que les frais de reprise des rapports sont entièrement à la charge du prestataire. Chaque réception partielle sera constatée par un procès-verbal de réception partielle signé par les soins du Maître d'Ouvrage.

La dernière réception partielle vaut réception provisoire du marché.

Le non-respect des délais susvisés entraine l'application des pénalités de retard conformément à l'article 9 du marché.

N.B : les délais de validation des livrables ne sont pas inclus dans le délai globale du marché.

ARTICLE 30 : SPECIFICATIONS TECHNIQUE DE LA PRESTATION

Le prestataire retenu sera chargé de la mise en œuvre complète du projet, incluant l'identification, la formation, l'accompagnement et le suivi de 500 jeunes et porteurs de projets relevant de la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima.

Le projet s'articulera autour de deux missions principales :

- **Mission 1 : Formation et Accompagnement des jeunes vers une insertion en emploi salarié ;**
- **Mission 2 : Formation et Accompagnement des jeunes porteurs de projets dans la création et le lancement de leur propre entreprise.**

Le prestataire devra assurer une approche intégrée, participative et orientée résultats, en coordination avec les partenaires institutionnels et économiques de la région.

Mission 1 : Formation et Accompagnement des jeunes vers une insertion en emploi salarié

- **Phase 1 : Diagnostic, planification et formation**
 - **Objectif**



Définir l'approche méthodologique à adopter pour faciliter l'insertion professionnelle des jeunes, en passant par l'élaboration d'un diagnostic des besoins en emploi, l'identification des bénéficiaires, et la conception de modules de formation adaptés.

▪ **Activité prévues et Livrables attendus**

Activité prévues	Livrables attendus
- Collecte de données sectorielles (études, rapports, entretiens). - Analyse des tendances des secteurs prioritaires.	Rapport d'analyse sectorielle complet
- Identification des secteurs avec des opportunités d'emploi pour les jeunes. - Prise en compte des besoins des entreprises et des tendances du marché.	Liste des secteurs prioritaires
- Définition des critères de sélection (compétences, motivation, etc.). - Élaboration du processus de présélection et des tests.	Procédure de sélection des candidats
- Enquête auprès des entreprises pour définir les compétences recherchées. - Analyse des besoins spécifiques des secteurs.	Cartographie des compétences recherchées par secteur
- Cartographie des formations existantes. - Analyse des écarts entre les formations actuelles et les compétences recherchées par les employeurs.	Rapport d'analyse des écarts entre l'offre de formation existante et les besoins du marché
- Conception de programmes de formation sectoriels. - Création de modules et supports adaptés aux secteurs ciblés.	Modules de formation élaborés par secteur
- Élaboration de manuels, fiches pratiques, et capsules vidéo.- Mise à jour des supports en fonction des retours.	Supports pédagogiques diversifiés (manuels, fiches pratiques, capsules vidéo, etc.)
- Création d'une plateforme de soumission des candidatures. - Mise en place d'outils de suivi des candidats (tableau de bord).	Élaboration des outils de travail
- Sélection des candidats selon les critères définis. - Répartition géographique des candidats (équité territoriale).	Liste des candidats sélectionnés par province
- Élaboration de programmes avec objectifs, durée, et calendrier pour chaque secteur.	Programme de formation détaillé (objectifs pédagogiques, durée, calendrier)
- Identification des compétences nécessaires pour chaque secteur. - Sélection des formateurs qualifiés pour chaque secteur.	Identification des formateurs nécessaires pour chaque secteur prioritaire
- Identification et sélection des centres de formation adaptés, des équipements pédagogiques.	Sélection des centres de formation équipés
- Sélection des formateurs par secteur en fonction de leur expertise. - Vérification de la disponibilité des formateurs.	Liste des formateurs mobilisés
- Suivi des formations et évaluation des retours des participants. - Analyse de l'efficacité des modules et ajustements nécessaires.	Rapport d'évaluation des sessions de formation

➤ **Phase 2 : Accompagnement à l'insertion et suivi post-emploi**

▪ **Objectif :**

Faciliter l'intégration des jeunes dans le tissu économique local à travers un accompagnement individualisé, allant du diagnostic initial jusqu'au placement en entreprise et au suivi post-insertion.

▪ **Étapes clés de l'accompagnement :**

1. Diagnostic et évaluation individuelle :



- Réalisation de bilans de compétences techniques et comportementales (tests, entretiens individuels);
- Définition des objectifs professionnels personnalisés ;
- Identification des freins à l'insertion (mobilité, langue, manque d'expérience...) ;
- Élaboration de parcours d'insertion individualisés.

2. Renforcement des capacités (Soft & Hard Skills) :

- Organisation d'ateliers pratiques;
- Rédaction de CV et lettre de motivation ;
- Simulation d'entretiens d'embauche ;
- Communication professionnelle, posture en entreprise.
- Formations express sur des compétences clés (bureautique, gestion du temps, gestion de projet, etc.).

3. Coaching personnalisé :

- Suivi individuel pour renforcer la confiance en soi et l'orientation professionnelle ;
- Coaching motivationnel et accompagnement régulier.

4. Mise en relation avec les entreprises :

- Prospection et mobilisation d'entreprises partenaires (PME, TPE, grandes entreprises) ;
- Organisation de job datings, forums de recrutement, visites d'entreprises ;
- Présélection et matching des profils en fonction des opportunités disponibles.

5. Suivi post-insertion (sur une période de 6 mois minimum) :

- Contacts réguliers avec les jeunes insérés et leurs employeurs ;
- Gestion des éventuelles difficultés d'intégration ;
- Suivi de l'évolution professionnelle et recueil des retours d'expérience.

▪ Livrables attendus :

- Fiches de parcours individuel ;
- CV et lettres de motivation personnalisés ;
- Liste des entreprises partenaires, avec détails des placements réalisés ;
- Copie des contrats de travail ou preuves d'affiliation à la CNSS ;
- Rapports de suivi post-insertion.

Mission 2 : Formation et Accompagnement des porteurs de projets à la création d'entreprise

▪ Objectif :

Accompagner les jeunes porteurs de projets, depuis l'idéation jusqu'à la création effective de leur entreprise, tout en assurant un suivi post-lancement pour renforcer la viabilité et la pérennité des projets.

➤ **Phase 1 : Définition de l'approche méthodologique, identification des bénéficiaires et ingénierie de formation**

Le prestataire aura pour mission de définir une stratégie globale d'accompagnement à l'entrepreneuriat, identifier les profils éligibles, et concevoir des parcours de formation adaptés aux besoins réels des jeunes porteurs de projets.

▪ Activités :

- Élaboration de l'approche méthodologique globale pour l'accompagnement à la création d'entreprise ;
- Réalisation d'une cartographie des projets porteurs dans la région ;
- Définition des critères de sélection des bénéficiaires et élaboration des outils de candidature (formulaire, grilles d'évaluation, etc.) ;
- Conception de modules de formation adaptés aux différents stades du parcours entrepreneurial (idéation, pré-crédation, post-crédation) ;
- Planification pédagogique : structuration des modules, sélection des formateurs, élaboration des supports.



▪ **Livrables attendus :**

- Note méthodologique de mise en œuvre de la mission ;
- Grille de sélection des bénéficiaires ;
- Modules de formation structurés par niveau d'avancement entrepreneurial ;
- Planning de formation ;
- Liste des formateurs mobilisés ;
- Supports pédagogiques adaptés.

➤ **Phase 2 : Étapes d'accompagnement opérationnel :**

2.1. Identification et sélection des porteurs de projets

- Mise en œuvre d'une campagne de mobilisation à travers les établissements d'enseignement, les associations de jeunes, les réseaux d'incubateurs et les médias locaux ;
- Sélection des bénéficiaires sur la base d'un dossier de candidature et d'un entretien de motivation ;
- Réalisation d'un diagnostic de profil entrepreneurial (tests, entretiens, bilans de compétences).

2.2. Formation à l'entrepreneuriat

Organisation de sessions de formation autour des thématiques suivantes :

- Génération et structuration d'idées de projet (idéation) ;
- Étude de marché et positionnement stratégique ;
- Etude de Faisabilité de projet ;
- Marketing opérationnel, gestion commerciale et finance de base ;
- Réglementation, statuts juridiques, démarches administratives ;
- Simulation de gestion d'entreprise (approche « learning by doing »).

2.3. Coaching entrepreneurial personnalisé

- Appui à la validation de l'idée de projet et au choix du modèle économique pertinent ;
- Accompagnement étape par étape dans le développement du projet ;
- Mise en place d'un suivi personnalisé (séances de coaching individuelles).

2.4. Élaboration du business plan complet

Assistance technique à l'élaboration :

- De l'étude de faisabilité ;
- Du chiffrage financier prévisionnel ;
- De la stratégie commerciale et opérationnelle.

2.5. Formalisation juridique

- Accompagnement à la création juridique de l'entreprise : rédaction de statuts, enregistrement au registre de commerce, obtention des identifiants fiscaux, affiliation à la CNSS, etc. ;
- Conseil sur le choix du statut juridique le plus adapté (autoentrepreneur, SARL, ...).

2.6. Accès au financement

- Appui à la constitution des dossiers de demande de financement ;
- Mise en relation avec les structures de soutien et de financement : CRI, ANAPEC, Maroc PME, banques, associations de microcrédit, incubateurs ;
- Préparation aux comités d'investissement et pitches devant partenaires financiers.

2.7. Suivi post-crédation (sur une période de 6 mois minimum)

- Accompagnement à la gestion quotidienne de l'activité (trésorerie, fiscalité, relation client) ;
- Mise en place d'un tableau de bord de pilotage de l'activité ;
- Coaching de soutien en cas de difficulté ou nécessité de réorientation.

▪ **Livrables attendus :**

- Fiches de suivi de chaque projet individuel ;
- Business plans finalisés et validés ;



- Statuts juridiques et documents officiels d'immatriculation ;
- Justificatifs d'activité (attestations fiscales, affiliation CNSS, RC etc.) ;
- Rapports de coaching et de suivi post-création.



APPEL D'OFFRES OUVERT INTERNATIONAL SUR OFFRES DE PRIX N°04/CCISTTA/2025

Appel d'offres ouvert en séance publique sur offres de prix passé en application du paragraphe 1 (alinéa 1) et paragraphe 3 (b) de l'article 19 et du paragraphe 1 et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 et l'article 21 du décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 Mars 2023), relatif aux marchés publics.

Objet : « Formation pour l'insertion dans le marché du travail et le développement des compétences dans la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima » en lot unique

Etablie par :



Vérifié par :



Maitre d'ouvrage :

Chambre de Commerce, d'Industrie et de Services de la région Tanger Tétouan Al Hoceima



Cachet et signature du concurrent

avec la mention « Lu et accepte »

